

Petit guide pratique pour sortir de l'euro (vu par la City)

Pendant que les leaders de la zone euro passent de sommet de crise en réunion d'urgence, la City s'inquiète. Vu de Londres, il ne fait pratiquement aucun doute qu'au moins un pays, probablement la Grèce, sortira de la monnaie unique à plus ou moins courte échéance.

Persuadé que les plans de sortie ne sont pas prêts, Simon Wolfson, un riche homme d'affaires britannique, a lancé, en novembre 2011, un concours pour préparer le meilleur manuel pratique d'une sortie de l'euro. Le tout était doté d'un prix – en livres sterling, monnaie probablement jugée plus sûre (250 000 livres, soit 320 000 euros).

Le cabinet de conseil Capital Economics vient de le remporter. Une équipe de sept personnes a planché sur un plan de 142 pages, décrivant les étapes à franchir pour se retirer de la

monnaie unique. Leur patron, Roger Bootle, costume sur mesure, air satisfait et silhouette bedonnante, partage la conviction que la Grèce va sortir de l'euro : « 80 % de chances d'ici à deux ans », juge-t-il. Le Portugal, et peut-être l'Espagne et l'Italie, sont ensuite en ligne de mire.

« Il y a même un gros point d'interrogation sur la France, qui a subi une forte baisse de compétitivité, assure-t-il. Et ce ne sont pas les mesures prises par François Hollande en augmentant les impôts et se plaignant de Peugeot qui amélioreront les choses. »

Son plan de sortie de l'euro fonctionnerait de la façon suivante : la première étape pour la Grèce, si on prend l'exemple de ce pays, est de préparer son retrait en secret. L'objectif est d'éviter la fuite des capitaux, qui provoquerait un effondrement des banques. Ce n'est qu'au dernier

moment, peut-être trois jours avant la sortie effective, que l'annonce doit être faite.

Pendant une courte période ensuite, un contrôle des capitaux est indispensable. « *Mais il est préférable que cela ne dure pas trop longtemps* », note M. Bootle.

Renégocier sa dette

Puis la drachme entre en vigueur. Mais comme la Grèce n'aura pas le temps d'imprimer les nouveaux billets, processus qui prendrait plusieurs mois, les Grecs pourront continuer à utiliser les euros pour les transactions de petits montants. Simple-ment, ces euros seront considérés comme des drachmes. Initialement, une parité avec la monnaie unique sera établie, mais la devise grecque sera presque immédiatement dévaluée de « 30 % à 50 % » par les marchés.

Qu'est-ce qui empêcherait les

Grecs de sortir des valises de billets du pays ? M. Bootle rejette cette crainte, rappelant que l'essentiel des transactions se fait aujourd'hui électroniquement. Et il estime que de telles opérations sont possibles mais compliquées à mettre en place.

Enfin, la Grèce doit faire défaut et renégocier sa dette. En parallèle, elle doit lutter contre l'inflation induite par la dévaluation. « *Il faut interdire l'indexation des salaires sur les prix* », explique M. Bootle. Si cela réduirait fortement le pouvoir d'achat dans un premier temps, cela permettrait de forts gains de compétitivité après quelques mois.

Et M. Bootle avertit : « *Si d'autres pays voient que ça se passe bien pour la Grèce, ils pourraient être tentés aussi par une sortie de l'euro.* » ■

ERIC ALBERT
(À LONDRES, CORRESPONDANCE)

Monde 19/6/2012